



Mise au point sur l'agression turque au Rojava

Agitations autonomes – 17 octobre 2019

Depuis le mercredi 9 octobre, prétextant la mise en place d'une « zone de sécurité », l'armée turque et des brigades syriennes à son service bombardent et envahissent le Rojava, région syrienne du Kurdistan. Cette agression contre les populations arabe et kurde du nord de la Syrie, et la réponse du régime, qui envoie son armée dans les villes menacées par l'intervention d'Erdogan, a été rendue possible par la défaite de l'insurrection populaire qui avait débuté en 2011, écrasée par Assad, et ses alliés Poutine et Rohani.

Chaque jour, l'armée turque et ses supplétifs prennent pour cible les populations sous prétexte de combattre le « terrorisme » des YPG kurdes (branche armée du PYD, équivalent syrien du PKK), comme, dans les villes de l'insurrection syrienne, l'écrasement du peuple en révolte est présenté depuis huit ans par Assad et Poutine comme une lutte contre le « terrorisme ». Les manifestations s'opposant en France à l'invasion du Rojava (région du nord de la Syrie, où vivent de nombreux Kurdes) se bornent à dénoncer Erdogan et les « djihadistes ». Pourtant, nous devons rappeler que cette guerre entre les YPG d'une part, et d'autre part des bataillons issus de l'opposition à Assad et maintenant au service d'Erdogan, a été rendue possible par la transformation de cette opposition en ensemble de mercenaires travaillant pour celui qui assurait leur protection, au fur et à mesure des trêves faisant suite à une répression féroce de l'insurrection par le régime.

Aussi, alors que l'expérience politique menée au Rojava est idéalisée par la gauche occidentale, qui la qualifie d'autogestionnaire sans citer un seul exemple concret, nous devons rappeler que l'autonomie de cette région ne découle pas d'un soulèvement, mais, dès 2011, d'un accord conclu entre le régime de Bachar Al-Assad et le PYD (parti historiquement proche du régime et minoritaire au sein des Kurdes syriens), contre les forces kurdes qui s'opposaient au régime en compagnie des autres Syriens. De 2011 à aujourd'hui, en échange du retrait des troupes de l'armée de Bachar Al-Assad du Rojava, les YPG se sont chargés d'interdire et de réprimer les manifestations contre le régime, d'intimider, d'arrêter ou de faire disparaître leurs opposants. Puis, en 2015, dans un contexte de développement de l'État Islamique et de répression de l'insurrection syrienne, les YPG ont conclu un double accord : avec les États-Unis contre l'Etat islamique d'une part, avec la Russie contre la rébellion d'autre part.

Après avoir réprimé les manifestations de l'opposition à Assad dans les villes, les villages et les quartiers kurdes, les YPG ont combattu en 2016 avec le soutien aérien russe et aux côtés de l'armée syrienne, contre les rebelles à Menagh, Tell Rifaat et Alep, et plus récemment, ont mené aux côtés des soldats du régime des offensives contre l'opposition à Deir ez-zor et Idlib. En plus d'avoir participé à la victoire du régime sur les rebelles syriens, les YPG sont souvent perçus comme des envahisseurs par les populations arabes des villes qu'ils occupent, et ont été accusés de nettoyage ethnique. En juillet et août 2015, des chercheurs d'Amnesty International se sont rendus dans 14 villes et villages des gouvernorats d'Hassaké et de Raqqa, et en ont conclu à l'existence de démolitions de logements et de déplacements forcés de populations sur des bases ethniques. Si les YPG ont parfois été dans un premier temps accueillis d'une manière relativement favorable dans les villes arabes reprises à l'État Islamique, comme à Manbij ou dans la région d'Hassaké, ils se sont vite vus reprocher d'imposer leur joug politique, de mettre en place une conscription forcée dans les brigades des « Forces Démocratiques Syriennes » qu'ils dominent, de ne pas permettre aux conseils locaux issus de la révolution et élus par les habitants de revenir siéger, et d'empêcher le retour des réfugiés arabes dans leurs villes d'origine. Aujourd'hui, le retour du régime dans les villes que le PYD est prêt à remettre à l'armée syrienne est la perspective la plus terrifiante qui soit pour nombre d'habitants, connus pour avoir participé au soulèvement contre Assad.

Parallèlement, au fur et à mesure de la militarisation du conflit entraînée par la répression de l'insurrection par le régime et ses alliés russe et iranien, une partie de

l'opposition armée à Assad, extrêmement affaiblie, a développé un sectarisme et une hostilité à l'égard des Kurdes, et s'est transformée en une fédération de mercenaires au service d'Erdogan. L' « armée nationale syrienne », créée en 2018 au bénéfice de l'Etat turc, regroupe différentes brigades qui n'ont plus grand chose à voir avec le vent d'insurrection qui avait soufflé en 2011, et participent dorénavant à l'invasion du Kurdistan au bénéfice de l'opresseur historique du peuple kurde. A Afrin, ville conquise en 2018 par les mercenaires de l'Etat turc et occupée depuis, les témoignages se succèdent quant aux crimes dont sont victimes les Kurdes : vols, pillages, saisies des maisons abandonnées, assassinats, enlèvements contre rançon, etc. Depuis le 9 octobre et la dernière attaque de la Turquie contre le Rojava, pas un jour ne passe sans connaître son lot de bombardement de civils ou d'exécutions sommaires.

Et si une partie des Syriens arabes se réjouissent de l'opération en cours, par ressentiment envers les YPG ou par espoir de pouvoir revenir dans les villes qui pourraient être conquises, il y a fort à parier que les brigades au service de l'Etat turc, si elles venaient à s'implanter, se comporteraient à leur tour comme un groupe d'occupants, ne tolérant aucune forme de pouvoir civil, et se contentant de mener les opérations de guerre ou de police décidées par le donneur d'ordre. De plus, il est évident que la guerre menée ne vise pas que le PKK et sa branche syrienne, mais l'ensemble du peuple kurde, et ses capacités à être politiquement autonome. Alors que des dizaines de milliers de personnes fuient les combats au Rojava, la volonté d'Erdogan d'instrumentaliser les réfugiés syriens présents en Turquie pour tenter de les transférer en zone kurde prouve là aussi une volonté de procéder à un remplacement de population sur une base ethnique. L'assassinat par des combattants de l' « Armée nationale syrienne » au service d'Erdogan d'Hevrin Khalaf, co-présidente du Parti pour le Futur de la Syrie, scission du PYD, fondé pour dialoguer avec les populations arabes et obliger la Turquie à un compromis sur la question du Kurdistan, est révélateur des objectifs poursuivis par cette opération militaire : celle-ci n'a rien à voir avec les intérêts des populations civiles, et s'inscrit dans les tensions relatives à la répartition des territoires entre les armées et brigades au service des différents États.

Pourtant, dans une situation où des Kurdes et des ex-rebelles syriens s'entretuent pour le bénéfice de dictateurs, plutôt que d'insister sur les risques de nettoyage ethnique, sur la situation des populations, sur le droit à l'autodétermination du peuple kurde (qui ne se réduit pas au PKK) et sur la manière dont ces opérations servent in fine un retour à l'ordre dont Bachar Al-Assad sera le bénéficiaire, la gauche occidentale préfère fantasmer une révolution au Rojava, en plus de reprendre les poncifs sur le terrorisme islamiste. Dans les manifestations de solidarité avec le Rojava en France, l'ennemi est réduit à Erdogan et l'Etat islamique (auquel est souvent amalgamé l'ensemble de l'opposition à Assad), et rien n'est dit sur le régime syrien. Quant aux 500 000 personnes mortes depuis 2011 en Syrie, sous les bombes du régime et de ses alliés ou sous celles de la coalition internationale, elles ne sont jamais mentionnées.

Comme toutes les simplifications idéologiques plaquées sur la situation syrienne, la description qui est faite par la gauche française, celle d'une révolution démocratique et multiethnique qui aurait lieu au Rojava, attaquée par des groupes djihadistes d'anciens combattants de l'Etat islamique liés à Al-Qaida, ne correspond pas à la réalité. Le Front Fatah Al-Cham, issu du Front Al-Nosra (la branche syrienne d'Al-Qaida), n'a jamais été membre ni de l'Armée Syrienne Libre fondée en 2011-2012 pour défendre l'insurrection,

ni de l' « Armée nationale syrienne » créée en 2018 au bénéfice d'Erdogan. De plus, au milieu d'une guerre d'une telle intensité, les alliances et leurs retournements dépendent moins des schémas idéologiques que des opportunités en rapport avec les nécessités de la guerre. Pour illustrer ces retournements d'alliance, nous pouvons prendre l'exemple de la Brigade des révolutionnaires de Raqqa, fondée en 2012 par des civils de l'opposition à Assad et des déserteurs de l'armée syrienne refusant de tirer sur les manifestations, afin de défendre la population de Raqqa face à la répression du régime. Un peu plus d'un an plus tard, à la fin de l'année 2013, suite aux menaces de l'Etat islamique, la Brigade des révolutionnaires de Raqqa avait dû prêter allégeance au Front Al-Nosra, lié à Al-Qaïda, avant de finalement se réfugier à Kobane, au Rojava, et de rompre tout lien avec Al-Nosra pour se rapprocher des YPG. Après avoir intégré les « Forces Démocratiques Syriennes » et repris Kobané puis Raqqa en compagnie des YPG, en 2018, 700 membres de la Brigade des révolutionnaires de Raqqa furent arrêtés et emprisonnés (la majorité sont encore détenus), pour avoir dénoncé l'hégémonie du PKK et des YPG sur Raqqa, et leur répression des opposants. Aujourd'hui libéré, Abou Issa al-Raqqawi, ancien commandant de la Brigade des révolutionnaires de Raqqa, fut après sa libération, et malgré l'emprisonnement de la plupart de ses hommes, placé à la tête d'une brigade à Taqba, qui lutte aujourd'hui contre l'opération menée sous patronage turc. Pour autant, nombre de brigades arabes membres des FDS ne cachent plus leur aversion pour les YPG et le PYD, et des défections sont fortement probables maintenant que l'alliance avec le régime est ouvertement assumé. Enfin, pour ce qui est des « anciens membres de Daech », si des déserteurs de l'Etat Islamique ont effectivement pu être intégrés à tel ou tel bataillon rebelle suite à des processus de « déradicalisation » plus ou moins longs et crédibles, André Hébert, combattant français au sein des YPG, reconnaît lui-même dans son ouvrage Jusqu'à Raqqa que d'anciens membres de l'Etat Islamique sont aussi présents au sein de groupes armés associés aux YPG et que « le YPG a dû faire alliance avec des tribus arabes (dont certaines s'étaient précédemment associées à Daech) pour former une coalition militaire représentative de la population du nord de la Syrie ». Comme tous les discours simplificateurs plaqués sur cette guerre, la caricature de la situation qui est faite dans un objectif de propagande ne correspond à aucun examen minutieux des faits.

Par ailleurs, puisque les débats en France sont focalisés sur l'Etat Islamique, le risque d'évasion massive de ses anciens combattants ou sympathisants est aussi omniprésent dans les discours. Pourtant, ce n'est pas le risque que la reformation d'une cellule de l'Etat Islamique ferait courir aux populations locales qui est évoqué (alors qu'une partie des combattants considérés comme les plus dangereux pour l'Occident sont détenus dans des prisons situées dans des zones désertiques de Syrie et d'Irak, et protégées par l'armée américaine), mais l'éventualité que telle ou telle Française mariée à un combattant emprisonné et qui s'est elle évadée d'un camp de déplacés puisse revenir en France. Jusqu'à l'extrême-gauche, les discours sécuritaires prennent parfois une place plus importante que la préoccupation pour les populations civiles.

Si certains des Français membres ou sympathisants de l'Etat islamique ont demandé depuis des années à pouvoir revenir en France pour y être jugés, et qu'une partie des personnes présentes sur place craignent aujourd'hui de tomber entre les mains du régime, au fur et à mesure des arrestations de membres français de l'Etat islamique, les gouvernements français ont répété que ceux-ci devaient être jugés « sur place », bien que

les tribunaux du Rojava ne soient pas reconnus internationalement et ne respectent aucun des droits de la défense, et bien que l'Etat irakien applique la peine de mort. Selon Human Rights Watch, dans la négociation en cours en vue d'un jugement des Français accusés d'être liés à l'Etat islamique, l'Etat irakien veut s'assurer qu'il ne sera pas mis en cause par la France, quelles que soient les conditions de transfert, de détention ou les modalités du déroulement des audiences. Pour ce qui est des civils, parfois proches des combattants de l'Etat Islamique, arrêtés en Syrie par les YPG, alliés des Occidentaux, ils ont jusqu'ici été le plus souvent parqués dans des camps, en dehors de toute procédure légale. Pourtant, en plus de ne pas dénoncer en premier lieu les dégâts causés par les différentes opérations militaires sur les conditions de vie des populations, la gauche ne s'oppose pas au renoncement de l'Etat français à toute norme de droit dans son soutien à ces dispositifs de gestion de l'ennemi. Pire, dans un contexte de névrose islamophobe et de psychose antiterroriste en France, la gauche ne trouve rien de mieux à faire que d'exacerber l'angoisse relative aux risques supposément encourus en France. Un autre renoncement est le fait de ne reprocher aux Etats-Unis que le redéploiement de leurs troupes, et non les cinq années de bombardements massifs sur des populations civiles et les destructions de villes entières menées par la coalition occidentale en Syrie et en Irak, effectuées sous prétexte de lutte contre le terrorisme.

Dans ce contexte d'attaque des populations par l'armée turque et de reprise en main de la situation par un régime syrien responsable de centaines de milliers de morts, il nous paraît important de défendre le peuple syrien ainsi que l'autodétermination du peuple kurde. Plutôt que de tomber dans le campisme imbécile et l'idéalisation naïve, qui ne sont que la déclinaison d'extrême-gauche du discours antiterroriste et de la focalisation sur l'islamisme, nous devons appeler au soutien aux populations vivant en Syrie.



Ci-dessous, nous republions « *Le point d'explosion de l'idéologie au Kurdistan* », écrit en 2018 et toujours d'actualité. Refusant les lectures policières de l'histoire comme la géopolitique de comptoir, ce texte se propose d'étudier les raisons de l'engouement unanime et l'idéalisation des YPG au sein des gauches françaises. Il n'y est pas question de la « cause kurde » ni précisément de l'insurrection syrienne en tant que telles (ce serait beaucoup trop vaste) mais de la façon dont celles-ci auront servi de révélateur à la faillite du monde militant « de gauche », révolutionnaire comme réformiste. Nous y discutons la facilité de la gauche à se laisser embarquer par l'antiterrorisme et les idéologies d'États. À distance des postures « anti-impérialistes » caricaturales (campisme favorable au régime syrien) ou néo-conservatrices, il s'agissait déjà pour nous de rétablir quelques douloureuses vérités.

Que l'on songe au stalinisme ou à ses innombrables déclinaisons, l'histoire du mouvement ouvrier est jonchée de mystifications et de falsifications. À partir du moment où, dans les années 1920, l'Internationale Communiste est devenue la courroie de transmission des intérêts du jeune État « soviétique »¹, de larges pans du mouvement ouvrier ont été mis au service d'une propagande systématique. Celle-ci devait présenter la politique d'industrialisation forcée menée par un État autoritaire comme l'horizon et la base arrière de la révolution mondiale. Les mots même de révolution et de communisme ont pendant longtemps été entachés par cette expérience, ne désignant plus une existence débarrassée du travail et de l'État, mais, pour le plus grand nombre, une réalité sordide et brutale sans lien avec les promesses d'émancipation, ni avec une quelconque forme de vérité.

S'il serait possible de débattre longuement des circonstances historiques qui ont conduit à cet état de fait, on s'accordera volontiers à dire que cela a durablement nui à la cause révolutionnaire. Et si nous pensions depuis quelques décennies nous être éloignés de cet héritage embarrassant, les dernières années ont vu émerger un processus analogue s'étendant progressivement à toutes les sphères de la gauche, y compris celles se définissant comme « révolutionnaire ». C'est ce phénomène, et ce qu'il révèle, que nous tenterons d'analyser.

Hier comme aujourd'hui, la révolution n'est pas une affaire de parti.

Au sein des milieux de gauche « radicale » ou « révolutionnaire », de la France Insoumise aux libertaires et à certains « autonomes », en passant par le NPA, ce qu'il reste de maoïstes en France et certains secteurs du syndicalisme de lutte, la dernière mode semble être, non sans un certain essentialisme, « les Kurdes ».

S'il est stupéfiant de constater le peu de prudence à assimiler tout un peuple à un parti, fût-il un parti de masse (le PYD, branche syrienne du PKK), ce qui nous frappe davantage est le caractère absolument soudain, totalement fantasmé et inconséquent de l'intérêt de la majorité de la gauche française pour la « cause kurde ».



Ce soutien extatique s'expliquerait par l'« expérience révolutionnaire » déclenchée en 2011/2012 au Rojava (Kurdistan syrien), qu'il faudrait comparer à l'Espagne de 1936. De nombreux militants parlent à son sujet d'autogestion, d'écologie et d'égalité hommes-femmes, quand ce n'est pas de communes ou de communisme. Le plus souvent, même si rien n'est dit de ce qu'il se passe au Rojava, le caractère supposément utopique de cette expérience vise à discréditer l'organisation de la vie dans les villes de l'insurrection syrienne. Une tribune signée par tout le gratin de l'extrême-gauche française et publiée par *Ballast* cite par exemple l'inénarrable Noam Chomsky pour asséner avec lui que l'utopie rojavienne est « *très différente de tout ce qui se trouve en Syrie*². Dans une autre tribune, signée par des syndicalistes et publiée par *l'Humanité*, on peut lire : « *C'est aujourd'hui une véritable alternative progressiste, égalitaire, féministe et laïque dans cette région. Elle peut dessiner un avenir émancipé de tous les obscurantismes et de toutes les barbaries* »³

Danielle Simonet, représentante de la France Insoumise, décrète que cette expérience « *socialiste écologiste et féministe* » est « *inédite dans cette région* », avant d'ajouter « *un message politique aux féministes : venez, vous êtes pour l'égalité femmes-hommes, il y a dans cette région une expérience politique inédite qui promeut l'égalité femmes-hommes* »⁴ Dans le documentaire *Rojava, une utopie au cœur du chaos syrien* réalisé par Mireille Court, dont le titre résume la volonté de produire une opposition entre le Rojava et la situation syrienne, la voix off nous invite à « *découvrir une autre place pour les femmes au Moyen-Orient* »⁵

Plutôt que de tenter de saisir les dynamiques en cours au Rojava, ou de comprendre l'auto-organisation qui a réellement existé dans les villes rebelles syriennes au début de l'insurrection (conseils communaux, auto-gestion des hôpitaux, enseignants qui écrivent leurs propres programmes etc⁶), l'extrême gauche s'identifie ainsi « aux Kurdes », perçus comme l'incarnation de la Lumière dans une « région » où régneraient sans partage « les obscurantismes ». Dans nombre de discours, la gauche radicale va jusqu'à opposer « les Kurdes » aux « musulmans », et même aux « sunnites », en oubliant qu'ils le sont souvent

eux-mêmes. Et puisqu'il ne faudrait pas s'arrêter en si bon chemin, il est même devenu systématique pour une partie de la gauche d'assimiler la totalité des forces de l'opposition syrienne à l'« islamisme », en la qualifiant de « djihadiste », quand ce n'est pas de « barbare ». Comme le résumait Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris lors d'une émission de France Culture, « *il y a l'unanimité de l'opinion publique, de la gauche libertaire à l'extrême droite* » ⁷

Pourtant, parler de révolution au Rojava semble a minima exagéré, pour ne pas dire purement mensonger ⁸ Qu'on écoute les longs meetings tenus par l'extrême gauche « pro-kurde » ou la communication officielle du PYD, qu'on lise les déclarations du chef – objet d'un véritable culte de la personnalité – Abdullah Öcalan ou des reportages à la gloire de cette prétendue utopie, on ne trouve au mieux que des éléments de langage et des slogans creux, masquant très probablement l'absence de réalisations concrètes.

Ce que l'on sait en revanche, c'est que l'autonomie relative du Rojava n'est pas le résultat d'une insurrection ou d'une grève générale expropriatrice, mais d'une négociation avec le régime syrien, qui a d'abord consisté en une quasi neutralité des YPG (branche armée du PYD), vis-à-vis de la révolution syrienne ⁹.

Parler de neutralité ici revient en vérité à faire preuve de complaisance dans la mesure où l'on a assisté au musellement des éléments anti-Assad par le PYD, du moins à leur marginalisation, en échange du départ des troupes loyalistes. Depuis, au Rojava, les salaires des fonctionnaires continuent d'être versés par le régime. Et Assad, débarrassé de la gestion politico-militaire de ce territoire confié (au moins temporairement) au PYD, a pu concentrer ses efforts contre-insurrectionnels sur la « Syrie utile » (la zone urbanisée allant d'Alep à Damas) ¹⁰.

Notre but n'est pas de diaboliser ce que l'extrême gauche française idéalise de manière outrancière mais de contextualiser. Il ne semble pas excessif d'affirmer que la société syrienne est extrêmement segmentée, que ce soit politiquement, ethniquement ou confessionnellement. L'oppression systémique des Kurdes, et celle vécue en Syrie en particulier, signifie de nombreuses discriminations : avant 2011, 300 000 Kurdes syriens n'avaient pas accès à la nationalité et 70 000 n'avaient aucune existence légale. L'accès la propriété et à de nombreux emplois ainsi que la pratique de la langue leur sont interdits.

La population kurde est dans son ensemble traitée avec violence et suspicion par le pouvoir, en atteste aussi la politique dite de la « ceinture arabe » mise en place en 1966 qui consistait en un transfert à des groupes de colons arabes armés de terres agricoles appartenant jusqu'alors à des paysans kurdes. Paradoxalement, Assad père et fils ont su instrumentaliser le PKK (puis le PYD) dès les années 80 comme moyen de pression contre la Turquie, en l'armant et/ou en le finançant. Ajoutons que le soutien de l'État turc à l'opposition syrienne dès le début de la répression de l'insurrection n'a pas contribué à faciliter les bonnes relations entre révolutionnaires arabes et kurdes. Un ministre du canton d'Afrin a expliqué la réticence de son mouvement à s'engager aux côtés de la révolution syrienne par le risque que cela comportait pour les Kurdes de se voir désignés comme boucs émissaires par le régime ¹¹. Il convient aussi de garder à l'esprit l'existence d'une certaine hostilité vis-a-vis de l'autodétermination kurde au sein de certaines composantes de l'insurrection syrienne (en particulier chez celles issues des Frères Musulmans), ce qui a poussé, à la faveur d'un soulèvement anti-Assad s'appuyant sur les références à « l'unité

de la Syrie » ou à « la Syrie arabe et islamique », de nombreux Kurdes à soutenir le PYD plutôt que la révolution en Syrie.

En somme, pour comprendre ce qu'il se passe au Rojava, nous ne semblons avoir d'autre choix que celui de quitter les illusions pseudo-révolutionnaires pour nous plonger dans les eaux glacées de la *realpolitik* en temps de guerre. S'il est évident que les intérêts du PYD et du régime syrien ne sont pas identiques, rappelons quelques épisodes où ils ont convergé :

- – De nombreux activistes anti-Assad ont été menacés (et parfois arrêtés) dans les zones contrôlées par le PYD dès 2012. Des manifestations anti-Assad ont été réprimées, et il est arrivé que les YPG tirent sur une foule désarmée, comme lors de la manifestation d'Amouda en juillet 2013.
- Lors de la reprise d'Alep par le régime et ses alliés, les YPG ont combattu les groupes rebelles, contribuant à la chute de la ville et à l'écrasement de sa population ¹². Avant cela, les YPG avaient attaqué et repris Menagh et Tal Rifaat contrôlées de longue date par l'ASL.
- Le PYD et le PKK, relaient la propagande assadienne, faisant de Daech « l'ennemi principal », et n'hésitent pas à y amalgamer une partie des rebelles syriens (alors que ceux-ci l'affrontent parfois en première ligne).

Il n'est par ailleurs pas étonnant que, comme pour tous les autres camps en présence, des crimes de guerre commis par les YPG soient révélés, bien qu'ils ne soient en aucune mesure comparables à ceux du régime syrien ou de l'État Islamique. Pourtant, le plus souvent, ces révélations ne rencontrent que l'aveuglement volontaire de la gauche française. Quand Human Rights Watch, qui a réalisé une enquête au Rojava en février 2015, et Amnesty International, qui s'y est rendu en octobre 2015, accusent les YPG de « nettoyage ethnique » en raison de la destruction de plusieurs villages arabes au Rojava et du déplacement de populations sur des bases ethniques ¹³, de nombreux militants n'y voient pourtant que propagande hostile et malveillante, quitte à oublier que le président d'Amnesty International est emprisonné et inculpé en Turquie pour « appartenance à une organisation terroriste armée », pour y avoir dénoncé la guerre faite aux Kurdes. Quant à l'enrôlement de force de combattants par les YPG et l'emprisonnement des récalcitrants, ou l'utilisation d'enfants soldats, ils sont justifiés par de nombreux partisans des YPG comme liés à la nécessité de la guerre ... S'il semble difficile de juger de telles pratiques sans prendre en compte le contexte de guerre, il convient en revanche de se demander comment et pourquoi on a pu travestir la guerre menée par les YPG en révolution libertaire. Il est en outre étonnant que l'on considère l'enrôlement d'enfants comme une contingence liée au manque de combattants, mais que la présence de femmes en première ligne (sur laquelle la propagande des YPG insiste lourdement) soit nécessairement une preuve de féminisme de l'organisation, voire d'égalité des sexes au Kurdistan ...

S'il est douteux de parler de révolution au sens communiste du terme en la circonscrivant à une petite localité imperméable à son en-dehors, il est absolument grotesque de postuler la mise en place d'une utopie libertaire par une organisation militaire, au milieu d'une guerre d'une telle intensité, où se confrontent des acteurs mondiaux et régionaux. En outre, si l'on parle d'une « révolution », il faudrait dire où et quand les peuples du Rojava se sont soulevés pour abolir les formes de pouvoir existantes. Par ailleurs, rien n'indique,

tout au long de l'histoire du PYD, une sympathie pour l'autogestion, ni même pour les mouvements de révolte qui ne sont pas à son initiative ou contrôlés par lui. De l'intifada de la jeunesse kurde en 2004 pendant laquelle la direction du PYD lançait des appels au calme, aux débuts de l'insurrection syrienne en 2011, que nombre de partis kurdes appelaient à rejoindre à l'exception notable du PYD, l'organisation n'a en effet pas brillé par son apologie de l'auto-organisation et de la démocratie « par en bas ».

En outre, rappelons qu'au sein de la supposée utopie autogestionnaire du Rojava, si des assemblées municipales ont été mises en place, celles-ci n'ont aucun pouvoir décisionnel ni même consultatif à propos de ce qui relève des décisions stratégiques, politiques et militaires, qui sont, elles, centralisées par le parti ¹⁴. Pour ce qui est de la révolution sociale, la constitution du Kurdistan syrien (appelée « contrat social ») sanctifie la propriété privée, ce qui signifie que les classes sociales ne sont pas remises en question, loin s'en faut. En plus d'avoir inventé le confédéralisme démocratique, Abdullah Öcalan semble avoir inventé la révolution qui ne naît pas d'une lutte mais d'un accord avec une dictature, ne remet pas en cause le pouvoir militaire en place, et ne touche pas à l'exploitation.

Il est donc assez gênant de voir des militants se revendiquant du « communisme libertaire » applaudir une « révolution » où on n'aurait pas touché aux rapports de production. Alors que l'autogestion d'une seule usine au Rojava aurait fait la une de tous les médias gauchistes, et puisque nous savons maintenant que les « coopératives » d'Afrin ont été mises en place par la famille Assad ¹⁵, de nombreux militants se retrouvent, faute de mieux, et en l'absence d'un quelconque exemple concret à citer, à exalter l'identité d'un peuple totalement fétichisé, rebelle par nature et vivant en harmonie. Il en est de même sur la question du féminisme où, en plus de se borner à des images de propagande représentant de jeunes combattantes cheveux au vent, il est question dans de nombreux discours français d'un « matriarcat originel » chez les Kurdes ...

Les Kurdes, les Arabes et nous.

En parallèle de l'essentialisation d'un peuple, annexé dans son entier à une organisation militaire, et dont la culture serait, selon certains discours de gauche, par essence démocratique et féministe, le soutien de la gauche et de l'extrême-gauche françaises aux YPG est empreint de l'ethnocentrisme le plus caricatural, et teinté de l'opportunisme le plus crasse. Si le droit à l'autodétermination du peuple kurde, et la légitimité de la résistance face à la politique oppressive menée par les États turc, syrien, iranien ou irakien ou aux tentatives d'assimilation par le nationalisme arabe et l'islam politique sont absolument légitimes et doivent être défendus, et si les méfiances de nombreux Kurdes vis-a-vis de l'insurrection syrienne qui, globalement, les a peu pris en compte, sont compréhensibles, nous constatons que c'est rarement cela qui guide le soutien unanime aux « Kurdes », c'est-à-dire aux YPG, dans les discours politiques en France.

En effet, si la rumeur d'une révolution au Rojava avait couru dans la gauche française dès 2012, c'est en 2015, après l'attentat du 7 janvier et encore plus après celui du 13 novembre, que la gauche française s'est particulièrement passionnée pour le combat « des Kurdes » contre l'État Islamique. Et ce alors que, dans son immense majorité, cette même gauche n'a rien compris au soulèvement syrien de 2011, et n'a, à l'inverse de nombreuses associations musulmanes, jamais essayé d'y apporter le moindre soutien, pas même

humanitaire.

Et c'est ainsi qu'en France, en 2015, dans un contexte d'union nationale contre la « barbarie islamiste », le slogan « *Fuck ISIS, support PKK* » a commencé à fleurir chez les gauchistes, en même temps que la prolifération des mythes sur l'« expérience autogestionnaire au Rojava ». Parallèle troublant, ces discours se sont répandus au moment même où la diplomatie française rompait avec sa politique de pression (modérée) vis-a-vis d'Assad, et considérait désormais l'État Islamique (ou « l'islamisme ») comme l'ennemi unique, Assad n'étant plus un ennemi, Poutine et le PYD constituaient même des partenaires dans cette lutte.



Que l'État français prenne pour position « tous contre Daech et seulement contre Daech » alors que l'État Islamique ne fera jamais autant de dégâts en Syrie qu'Assad et Poutine ni autant de morts dans le monde que la France ou les États-Unis est une chose, mais que l'extrême-gauche, « révolutionnaire » et « anti-impérialiste » autoproclamée, ait le même réflexe, tout en continuant d'ignorer d'une part l'insurrection syrienne et sa répression, et d'autre part la politique des États occidentaux dans le monde, est pour le moins obscène. En réalité, « les Kurdes » semblent être aux militants de gauche ce que « les chrétiens d'Orient » sont à ceux de la droite catholique : la justification de leurs peurs et de leurs lâchetés.

Au delà du parallèle troublant entre d'une part les positions diplomatiques de l'État français ou des États occidentaux, et d'autre part celles de « révolutionnaires » internationaux s'engageant dans les YPG (ou de la gauche française les soutenant), c'est parfois jusqu'aux arguments pour justifier ces positions qui convergent. Dans divers reportages télévisés diffusés en 2016, des volontaires français, qui ne se seraient jamais intéressés à la Syrie si des Français n'étaient pas morts dans une salle de rédaction, en

terrasse ou dans une salle de concerts, affirment s'être décidés à rejoindre les YPG après le 13 novembre 2015. Dans un documentaire de Russia Today à propos de la prise de Raqqa, un volontaire suédois s'indigne de la supposée faiblesse de la répression dans son pays contre Daech, puis affirme que l'État Islamique est « l'incarnation de la méchanceté », puisque « le monde entier est contre eux ». Dans le même reportage, c'est une volontaire suédoise des YPJ (branche féminine des YPG), qui, dans un discours qui n'est pas sans rappeler les arguments avancés pour justifier toutes les guerres de l'OTAN depuis près de vingt ans, dit vouloir « lutter pour les droits des femmes ici au Moyen-Orient » ¹⁶. Et la palme de l'ethnocentrisme et de l'ignominie revient sans doute aux anarchistes qui, à Raqqa, dans une ville ravagée et vidée de ses habitants par les bombardements internationaux, ont décidé de prendre la pose dans les ruines avec le drapeau LGBT et la banderole « This faggot kills fascists ».

Après avoir proprement ignoré l'insurrection syrienne et son écrasement par Assad et ses alliés, une bonne partie de la gauche se cache maintenant derrière « les Kurdes » pour reprendre les éléments de langage du régime syrien, ou ceux des représentants kurdes en France, calibrés pour plaire à la gauche française. Ainsi, lors du meeting parisien du 24 mars en solidarité avec la lutte des YPG à Afrin, les combattants de l'Armée Syrienne Libre furent désignés systématiquement comme « Al Qaida » et d'« anciens combattants de Daech ». Alors que nous sommes dans une situation tragique et complexe où Erdogan a réussi à s'acheter la loyauté d'une partie de l'ASL pour mener un combat ouvert contre le PYD ¹⁷, dans un contexte où le parti kurde est de plus en plus perçu comme un « occupant » par certaines populations arabes ¹⁸, la gauche française a décidé, de manière unanime, de ne décrire qu'une partie du drame. Lors des prises de paroles de ce meeting du 24 mars, toutes consacrées au récit de la « lutte contre le terrorisme », où se sont succédés les responsables de SOS Racisme (!), de Solidaires, du MRAP, de la France insoumise, d'Alternative Libertaire ; les représentants de cette dernière organisation et Olivier Besancenot furent les seuls à mentionner le régime syrien, renvoyant Erdogan et Assad dos à dos, et rappelant que la guerre en Syrie avait commencé par une révolte contre une dictature ignoble.

Sans souci de nuance, sur les sites internet et les pages facebook favorables au PYD, ce sont les termes « barbares » et « islamo-fascistes » qui prévalent, sans que l'on sache très bien ce qu'englobent ces catégories. Et ces messages sont relayés par des militants qui, s'ils ne pouvaient se cacher derrière « les Kurdes », n'assumeraient pas l'islamophobie du propos. Quant à Mélenchon, connu pour sa reprise depuis 2011 de tous les arguments d'Assad et de Poutine à propos des rebelles syriens, il twittait récemment : « *Incroyable courage des combattant(e)s kurdes. Sous nos yeux le lâche abandon de nos alliés aux mains de Erdogan. Le parti médiatique préfère soutenir les Daech de la Goutta*

¹⁹

. Et ce alors même que la majorité des morts à la Ghouta (et non à « la Goutta » ...) furent bien sûr des civils, et que les insurgés de la Ghouta ont toujours été opposés à l'État Islamique...

En réalité, le soutien de la gauche française aux « Kurdes » est moins lié au soutien à l'autonomie du Kurdistan qu'au fait que « les Kurdes » seraient « nos alliés », contre l'ennemi que la France a désigné dans cette guerre contre le terrorisme, un paradigme qui fait disparaître toute autre considération. Dans la tribune parue dans l'Humanité déjà

mentionnée, de nombreux syndicalistes CGT et Solidaires justifient ainsi leur soutien aux YPG : « *En Syrie, les forces kurdes des YPG/YPJ et les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont pourtant combattu en première ligne contre l'État islamique. Elles ont défendu et sauvé Kobané. Elles ont libéré Raqqa, la « capitale » du califat sanguinaire* » ²⁰ . Et Danielle Simmonet justifie notamment son soutien aux YPG par le fait qu'ils seraient les « *meilleurs combattants contre Daech* » ²¹ . La suite de son propos illustre ce qu'elle pense de l'insurrection syrienne : « [Les YPG] *sont une alternative à la fois à Assad, à Daech et à certaines milices qui se disent rebelles et sont aussi dans des formes de djihadisme* » ...

L'internationalisme n'est donc plus, pour la gauche, le soutien aux révolutions par-delà les frontières, mais la justification de ses propres lâchetés, de son désintéret pour les habitants des villes de l'insurrection syrienne sous les bombardements, et de sa peur des « islamofascistes ». S'ensuit logiquement le soutien aux milices YPG que certains Occidentaux ont rejoint, et que l'OTAN appuie périodiquement pour se défendre contre les barbares qui attaquent parfois à Paris notre art de vivre et notre goût pour la liberté. Ainsi, alors que 500 000 Syriens sont morts depuis le début de la guerre, alors que ceux qui ont instauré des conseils communaux, ont organisé le ravitaillement des villes assiégées, ont mis en place les brigades de casques blancs, autogéré les hôpitaux et les écoles dans des villes en guerre, alors que les habitants des villes écrasées sous un tapis de bombe ont été ignorés voire insultés par une partie de la gauche française, et notamment par la France Insoumise, les seuls morts qui sont commémorées, les seuls noms qui sont cités dans les médias de gauche et d'extrême-gauche comme dans les médias de masse, sont ceux des volontaires occidentaux des YPG. Parfois, nous pouvons même lire ou entendre moult détails sur la vie d'avant-guerre de ces combattants européens, aux engagements ou aux modes de vie proches des nôtres, donnant l'impression qu'il faut insister sur le fait que ce sont ces vies là qui sont dignes d'être pleurées.

Le plus souvent, les discours de l'extrême-gauche radicale ou des organisations antifascistes ne valent pas mieux que ceux de la gauche institutionnelle, donnant ainsi une caution « révolutionnaire » au rôle de mercenaires confié par l'OTAN aux YPG. Nombreux sont ceux qui nomment « intervention antifasciste » l'avancée des combattants occidentaux du « Bataillon international » des YPG dans les ruines de villes et de villages arabes syriens détruits par les bombardements de l'OTAN et de la Russie ou la prise de Mossoul par l'OTAN et ses alliés en Irak, après que ses habitants furent ensevelis sous les bombes de la coalition, avant d'être écrasés par les bulldozers des forces irakiennes ²² . A l'inverse, ceux qui ont un minimum de culture historique se rappellent que le fascisme est un mouvement né en Europe, porté par les volontés expansionnistes des États européens, et non la réaction, aussi criminelle et détestable que fut celle de l'État Islamique en Irak et dans le monde, à la destruction d'un pays par la plus puissante armée du monde, ainsi qu'à l'oppression par des dictatures.

La confusion entre antiterrorisme et antifascisme pour la séquence qui nous intéresse date du siège de Kobané par l'État Islamique, alors présenté comme le nouveau Stalingrad ²³ . Même si nous pouvons comprendre qu'il est toujours tentant d'associer atrocités, crimes de masse et nettoyage ethnique au fascisme, cette pseudo-analyse a de nombreux effets pervers. Le principal d'entre eux est que cela nous ferait oublier que l'État Islamique n'a pas le monopole des atrocités et que le plus grand responsable de massacres en Syrie est

de très loin le régime syrien (avec ses soutiens russes, iraniens et libanais) disposant d'une force de frappe sans commune mesure avec celle de l'État Islamique, et pratiquant notamment la torture systématique, les bombardements aériens sur les populations et l'usage d'armes chimiques.

Quitte à parler de fascisme et d'expansionnisme, rappelons que ce même régime syrien entretient de longue date des relations privilégiées avec les milieux fascistes, néo-nazis et nationalistes européens. Aloïs Bruner ²⁴, « meilleur homme » d'Adolf Eichmann, a formé les services de renseignement du régime de Damas pendant quarante ans, et la quasi-totalité des groupes fascistes sévissant actuellement en Europe le soutiennent, en échange de quoi ils sont reçus bras ouverts lors de voyages « diplomatiques » ²⁵. Ce soutien de l'extrême droite, se prétendant « anti-impérialiste », prolonge en vérité une alliance assez ancienne du régime syrien avec la bourgeoisie française (incarné par exemple par les liens entre Chirac et Assad ²⁶, laquelle, mise à mal par l'étendue de la répression de 2011, s'est peu à peu réaffirmée au nom de la lutte prioritaire contre le terrorisme.

Cette comparaison historique entre la guerre de l'OTAN et des YPG contre l'État Islamique et la lutte contre le nazisme et le fascisme n'a aucun fondement sérieux, tout comme la plupart des schémas idéologiques qui ont été projetés sur cette guerre. Nous pourrions enfoncer le clou, en questionnant l'usage même de la catégorie de « terrorisme » dans un contexte de guerre généralisée en Syrie. Le PKK est considéré comme terroriste par la Turquie (et encore officiellement par l'Union Européenne), et le Hezbollah, qui se bat aux côtés de l'armée régulière syrienne, reçoit la même qualification de la part de l'UE et des États-Unis. Agiter de tels mots épouvantails, étiqueter son ennemi comme « terroriste » dans un contexte de guerre ne conduit qu'à empêcher de penser la réalité et la complexité du conflit, ainsi que la nature des rapports de force.

« Anti-interventionnisme » et intervention réellement existante.

L'opposition à toute « ingérence occidentale » constitue une autre réaction fréquente à gauche. Lundi Matin a par exemple été vigoureusement attaqué sur les réseaux sociaux pour avoir publié le texte de Sarah Kilani et Thomas Moreau sur l'alter-complotisme de la pravda mélenchoniste ²⁷, article dans lequel était préconisé une intervention contre le régime syrien. Nous partageons évidemment le réflexe de principe qui consiste, pour des révolutionnaires, à ne pas solliciter le chef des armées et lui demander de venir en aide à des camarades à l'autre bout du monde. Les États sont nos ennemis, à commencer par celui qui nous domine et nous réprime le plus directement. Dans l'immense majorité des cas cette position « anti-impérialiste » ou « anti-interventionniste » oublie cependant que des bombardements français ont déjà lieu depuis septembre 2014 ... contre l'État Islamique (c'est-à-dire avant que celui-ci ne frappe la France). Or, ceci n'a entraîné presque aucune protestation, pas plus que les nombreuses autres interventions de « maintien de l'ordre » menées par la France, en Côte d'Ivoire, au Mali, en Centrafrique, etc. Visiblement il serait plus légitime du point de vue de la gauche que l'armée française intervienne pour « lutter contre le terrorisme » et maintenir sa sphère d'influence, que pour renverser une dictature. Sur ce point, nous devons admettre que les positionnements « pro-intervention » comme celui de Sarah Kilani sont plus conséquents, puisqu'en plus de ne pas dissocier la nécessité d'en finir avec le terrorisme de celle d'en finir avec les dictatures ²⁸, ils n'occultent pas la centralité du processus révolutionnaire déclenché dans le monde

arabe contre ces dictatures.

S'il est naïf et paradoxal de demander à l'État français ou à ses alliés de se comporter en défenseur des droits de l'Homme, voire en promoteur de la révolution et de la démocratie dans le monde, que dire de la posture anti-impérialiste proclamée par ses adversaires ? L'inquiétude quant à une intervention militaire anti-Assad, dont on a vu, après de nombreux dépassements de « lignes rouges », de 2013 à 2018, qu'elle n'avait pas lieu, a contribué à invisibiliser la dynamique insurrectionnelle et même à la faire passer pour le résultat d'une manipulation extérieure ²⁹. Pourtant, comme nous l'avons déjà mentionné, ce sont la Russie, l'Iran et le Hezbollah qui interviennent massivement contre la population syrienne, tandis que les occidentaux, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche restent obnubilés par la menace « islamo-fasciste ». Cette occultation des interventions réelles paraît encore plus douteuse quand on voit la place que prend l'anecdotique soutien israélien à certains groupes rebelles dans les discours de certains militants de gauche. Le fourvoiement de cet anti-impérialisme de pacotille est total.

Finalement, nous arrivons à un moment où l'union sacrée dans la guerre contre le terrorisme a réussi à fédérer la totalité du champ politique. Alors que les détentions arbitraires et l'usage de la torture à Guantanamo étaient dénoncés par la gauche française, tous les principes semblent avoir disparu maintenant que « nous » sommes visés par les « barbares » : les bombardements sur Raqqa et Mossoul, les exécutions par drone sans l'ombre d'un procès, les détentions arbitraires et les jugements expéditifs (en particuliers ceux pratiqués par « nos boys », les YPG ³⁰), ne semblent plus gêner personne. La gauche, dans sa grande diversité, aura été incapable de se reconnaître dans les révolutions qui ont secoué les pays arabes, sûrement les seules que notre génération a connu jusqu'alors. En fin de compte, la gauche préfère applaudir plus ou moins honteusement à leur anéantissement : plutôt l'ordre que le chaos ou, comme aurait dit Marx, « plutôt une fin effroyable qu'un effroi sans fin ». Du soutien plus ou moins honteux à Poutine-Assad à celui qui s'exprime pour la coalition occidentale avec au centre les YPG, chacun aura depuis son confortable fauteuil choisi un camp comme dans une partie de Risk.

Peu avant son procès, un des inculpés de l'affaire dite de Tarnac soulignait lors d'une interview radiophonique que le soutien dont lui et ses camarades avaient bénéficié de la part de la gauche n'aurait probablement jamais existé s'il s'étaient appelés Youssef ou Mohamed ³¹. Les réactions timorées vis-à-vis de l'état d'urgence, parfois les tentatives de sabotages de celles-ci au prétexte que s'y trouvaient les « islamistes » du CCIF (ou tout autre groupe antiraciste composé de musulmans réels ou supposés) lui donnent raison ³², tout autant que l'absence de réaction de la gauche face au fait que l'État français assume dorénavant d'assassiner certains de ses ressortissants par drone parce qu'ils sont dans le camp de l'ennemi, ou encourage qu'ils soient jugés dans les tribunaux antiterroristes du Rojava, sans avocat ni possibilité de faire appel ³³.

On l'a vu, les raisons du soutien au PYD sont multiples, et certaines seraient tout-à-fait légitimes si elles étaient prudemment formulées, dans le cadre strict de la lutte pour l'autodéfense et l'autodétermination kurde. Il serait possible de comprendre le décalage abyssal entre le récit « révolutionnaire » sur le Rojava et le réel des compromissions politiques qui s'y déroulent par les « nécessités de la guerre ». Mais si nous acceptons cela, alors affirmons que le ralliement d'une part importante de l'ASL à Erdogan n'est pas moins justifié que l'alliance de circonstance du PYD avec Assad, Poutine ou Trump. Une

analyse cohérente de la situation ne donne certes pas de solution clés en main à ce drame où rebelles et Kurdes s'entretuent pour le compte de dictateurs, mais devons-nous continuer à nous réfugier derrière les slogans et les postures quand il semble difficile de faire face au réel ? Comme l'écrivait Louis Mercier-Véga dans *La Chevauchée anonyme*, « Il y a des périodes où l'on ne peut rien, sauf ne pas perdre la tête » ³⁴

1. Vaste sujet, que nous mentionnons ici simplement à titre d'analogie. Sur la « bolchévisation » des partis communistes, le développement du capitalisme d'État, et la contre-révolution stalinienne, (re)lire les gauches communistes :

Panekoek Anton, « [Au sujet du parti communiste](#) », International Council Correspondence, Vol. 1, no. 7, 1936, *marxists.org*,

Rubel Maximilien, « [Formation et développement du capital en URSS](#) », *Economie appliquée*, 1957, *marxists.org*

Bilan, « [Seizième anniversaire de la révolution russe](#) », *Bilan*, n°1, 1933, *archivesautonomies.org*, 2016↑

2. Rojava : brisons le silence », *Revue Ballast*, mars 2018, <http://www.revue-ballast.fr/rojava-brisons-le-silence/> (où on retrouve côte à côte l'auteur de la *Fabrique du Musulman* et la crème de l'islamo-gauchisme). ↑

3. Collectif de syndicalistes, « Afrin. Appel de soutien de syndicalistes », *L'Humanité.fr*, 26/03/2018, <http://www.humanite.fr/afrin-appel-de-soutien-de-syndicalistes-652630>↑

4 Simonet Danielle, « Discours à la marche mondiale pour Afrin », Place de la République, 24/03/2018, <https://www.youtube.com/watch?v=DN6ZlnpJvJU> .↑

5 Den Hond Chris & Court Mireille, « Rojava : une utopie au cœur du chaos syrien », *OrientXXI.info*, 2017 <https://www.youtube.com/watch?v=Js6PAWd202M> .↑

6 Daher Joseph, « L'auto-organisation des luttes populaires en Syrie face au régime et aux groupes islamistes ? Oui, ça existe ! », *europe-solidaire.org*, 04/09/2013, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29650>↑

7 Nezan Kendal in « Kurdistan syrien : jusqu'ou ira Erdogan ? », *France Culture*, 23/03/2018, <https://www.franceculture.fr/emissions/cultures-monde/culturesmonde-du-vendredi-23-mars-2018>↑

8 T.K.G.V, « Lettre à des amis « rojavistes » », *ddt21.noblogs.org*, 2015, http://ddt21.noblogs.org/?page_id=914↑

9 Leverrier Ignace, « Les Kurdes sur la voie de l'autonomie en Syrie ... avec l'aval de Bachar Al-Assad », *lemonde.fr*, 02/11/2011, <http://syrie.blog.lemonde.fr/2011/11/02/les-kurdes-sur-la-voie-de-l%E2%80%99autonomie-en-syrie%E2%80%A6-avec-l%E2%80%99aval-de-bachar-al-assad/>↑

10 Jarin Affar, Interview avec Omar Jian, « Die Wahrheit ist, dass die PKK eine kurdisch-türkische Partei ist und die syrischen Kurden nicht vertreten kann. », *Huffington Post*, 02/11/2017, https://www.huffingtonpost.de/arjin-jaafar/die-wahrheit-ist-dass-die_b_18400356.html↑

11 « Les Arabes disaient : « Nous vous attendons. Rebellez-vous, nous sommes prêts,

renversons le régime ». Nous disions : « Non, nous sommes 15% de la Syrie et vous êtes 85% de la Syrie. Que 50% d'entre vous se soulève et 100% d'entre nous se soulèvera ». Ils se sont trouvés être des menteurs. Si nous avions fait comme ils voulaient que nous le fassions, le régime aurait dit « Ceux-là veulent briser la Syrie » et ils auraient organisé tous les arabes contre nous. Et les kurdes au Rojava auraient dû faire face à un génocide. Nous avons réalisé la situation. Nous disions que nous allions mettre en application notre modèle sur une fondation démocratique et sans bain de sang et que notre porte était ouverte à celles et ceux qui voulaient se joindre à nous » in « Le ministre de l'économie du canton d'Afrin : le Rojava défie les normes de classe, de genre et de pouvoir », rojavasolidarite.noblogs.org, 01/01/2015↑

12 Ibrahim Arwa, « L'aide apportée à Assad par les amis-ennemis » kurdes à Alep, [middleeasteye.net](http://www.middleeasteye.net), 6/12/2016, <http://www.middleeasteye.net/fr/reportages/analyse-l-aide-apport-e-assad-par-les-amis-ennemis-kurdes-alep-1473848762>↑

13 « Amnesty International wirft Kurden Vertreibung vor », *Zeit Online*, 13/10/2015, <http://www.zeit.de/politik/ausland/2015-10/syrien-amnesty-international-bericht-vertreibungen>↑

14 Ibid↑

14 Bonzon Ariane, « Tout le monde sait que les Turcs ne repartent pas facilement de là où ils sont entrés », *slate.fr*, 21/02/2018, http://www.slate.fr/story/157858/syrie-turquie-kurdes?amp&_twitter_impression=true↑

16 Trofimova Anastasia, « The road to Raqqa », *rt.com*, 18/09/2017, <https://rtd.rt.com/films/road-to-raqqa/>↑

17 Barthe Benjamin, « L'armée syrienne libre : de la lutte contre Assad à la milice pro-turque », *Le Monde*, 30/01/2018, http://mobile.lemonde.fr/syrie/article/2018/01/30/l-armee-syrienne-libre-de-la-lutte-contre-assad-a-la-milice-proturque_5249012_1618247.html↑

18 « Dozens of civilians and armed groups fighters from Tal Rifaat city protested yesterday near Bab al-Salame border crossing demanding to open a new military campaign to retake their city which was captured by SDF groups more than 2 years ago », *Northern Syria Observer*, 23/03/2018, <https://www.youtube.com/watch?v=Z8GzlvOCGGM&feature=share>↑

19 Mélenchon Jean-Luc, tweet du 14/03/2018, https://twitter.com/tremblay_p/status/973922508457041921↑

20 Collectif de syndicalistes, « Afrin. Appel de soutien de syndicalistes », *L'Humanité.fr*, 26/03/2018, <http://www.humanite.fr/afrin-appel-de-soutien-de-syndicalistes-652630>↑

21 Simonet Danielle, « Discours à la marche mondiale pour Afrin », Place de la République, 24/03/2018, <https://www.youtube.com/watch?v=DN6ZlnpJvJU>↑

22 « Massacre à Mossoul : « Nous avons tué tout le monde – l'EI, les hommes, les femmes et les enfants », *Middle East Eye*, 27/07/2017, <http://www.middleeasteye.net/fr/reportages/massacre-mossoul-nous-avons-tu-tout-le-monde-l-ei-les-hommes-les-femmes-et-les-enfants>↑

23 Ruptura Collectiva, « La guérilla anarchiste IRPGF est née au Rojava pour lutter pour la révolution au Kurdistan », 08/04/2017, <http://www.youtube.com/watch?>

[v=91W5OeT_yYE&t=87s↑](#)

24 Aoudj Hedi & Palain Mathieu, “ Le nazi de Damas”, *revue 21*, n°37, 2017, http://www.revue21.fr/tous_les_numeros#n-37_le-nazi-de-damas↑

25 Shrooms Leila, “Syrie : qui sont les soutiens fascistes d’Assad ?”, *lahorde.samizdat.net*, 2014, <http://lahorde.samizdat.net/2014/01/15/syrie-qui-sont-les-soutiens-fascistes-dassad/↑>

26 Drouelle Fabrice, “Chirac-Assad. Dix ans de diplomatie franco-syrienne 1996-2006”, *franceinter.fr*, 30/01/2018, <http://www.franceinter.fr/emissions/affaires-sensibles/affaires-sensibles-30-janvier-2018↑>

27 Kilani Sarah & Moreau Thomas, « Le Média sur la Syrie: naufrage du journalisme alternatif », *lundi.am*, 28/02/2018, <https://lundi.am/Le-Media-sur-la-Syrie-naufrage-du-journalisme-alternatif↑>

28 Monsieur le président, maintenir Assad c’est soutenir le terrorisme”, *Libération*, 02/07/2017, http://www.liberation.fr/debats/2017/07/02/monsieur-le-president-maintenir-assad-c-est-soutenir-le-terrorisme_1581057↑

29 Breteau Pierre, “Les pipelines et les gazoducs sont-ils à l’origine de la guerre en Syrie, comme l’affirme Jean-Luc Mélenchon ?”, *Le Monde*, 12/04/2017, http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/04/12/les-pipelines-et-les-gazoducs-sont-ils-a-l-origine-de-la-guerre-en-syrie-comme-l-affirme-jean-luc-melenchon_5110147_4355770.html ; lire également Cournebouc Alain, « Ni Allah, ni pétrole : pour une approche ouverte de la question syrienne », *carbureblog.com*, 04/02/2017, <http://carbureblog.com/2017/02/04/ni-dieu-ni-petrole-pour-une-approche-ouverte-de-la-question-syrienne/↑>

30 Lire à ce sujet les rapports de Human Rights Watch et les rares analyses publiées : « Syrie : des abus sont commis dans les enclaves sous contrôle kurde », Human Rights Watch, 19/06/2014, <http://www.hrw.org/fr/news/2014/06/19/syrie-des-abus-sont-commis-dans-les-enclaves-sous-contrôle-kurde> ; Simon Cyril, « Djihadistes français en Syrie : « On ne peut pas parler de procès équitable », *Le Parisien*, 05/01/2018, <http://www.leparisien.fr/international/djihadistes-francais-en-syrie-on-ne-peut-pas-parler-de-proces-equitable-05-01-2018-7485120.php> ; « La cour anti-terroriste de Qamishli », *francetvinfo.fr*, 23/01/2018, http://www.francetvinfo.fr/france/jihadistes-francais/video-pas-d-avocat-pas-d-appel-une-audience-dans-un-bureau-comment-la-cour-antiterroriste-kurde-juge-les-jihadistes_2574880.html ; Digiacomini Claire, « Les jihadistes arrêtés en Syrie peuvent-ils vraiment être jugés au Kurdistan syrien ? », *huffingtonpost.fr*, 04/01/2018, https://www.huffingtonpost.fr/2018/01/04/les-jihadistes-francais-arretes-en-syrie-peuvent-ils-vraiment-etre-juges-au-kurdistan-syrien_a_23324075/ ; Boggio Philippe, « Dans le secret des opérations homo », *slate.fr*, 29/03/2015, https://www.slate.fr/story/99473/operations-homo_↑

31 Evin Kahtleen, « Retour sur l’affaire dite de Tarnac avec Julien Coupat et Mathieu Burnel », *France Inter*, 17/02/2018, <https://www.franceinter.fr/emissions/l-humeur-vagabonde/l-humeur-vagabonde-17-fevrier-2018↑>

32 Réactions analogues chez les insurrectionnalistes chauvins de Non Fides vis-à-vis de l’organisation du « banquet contre l’état d’urgence » (« Mais avec banquetez-vous ? » *non-fides.fr*, 28/01/2016, <http://www.non-fides.fr/?Mais-avec-qui-banquetez-vous>) et

dans la mouvance de la « gauche » identitaire du Printemps Républicain contre la LDH (Dumont Françoise, « Réponse LDH à Gilles Clavreul, le soi disant DILCRA », solidaires.org, 16/12/2015, <http://solidaires.org/Reponse-LDH-a-Gilles-Clavreul-le-soi-disant-DILCRA>).[↑]

33 Lire à ce sujet les rapports de Human Rights Watch et les rares analyses publiées : « Syrie : des abus sont commis dans les enclaves sous contrôle kurde », Human Rights Watch, 19/06/2014, <http://www.hrw.org/fr/news/2014/06/19/syrie-des-abus-sont-commis-dans-les-enclaves-sous-contrôle-kurde> ; Simon Cyril, « Djihadistes français en Syrie : « On ne peut pas parler de procès équitable », *Le Parisien*, 05/01/2018, <http://www.leparisien.fr/international/djihadistes-francais-en-syrie-on-ne-peut-pas-parler-de-proces-equitable-05-01-2018-7485120.php> ; « La cour antiterroriste de Qamishli », *francetvinfo.fr*, 23/01/2018, http://www.francetvinfo.fr/france/jihadistes-francais/video-pas-d-avocat-pas-d-appel-une-audience-dans-un-bureau-comment-la-cour-antiterroriste-kurde-juge-les-jihadistes_2574880.html ; Digiacomi Claire, « Les jihadistes arrêtés en Syrie peuvent-ils vraiment être jugés au Kurdistan syrien ? », *huffingtonpost.fr*, 04/01/2018, https://www.huffingtonpost.fr/2018/01/04/les-jihadistes-francais-arretes-en-syrie-peuvent-ils-vraiment-etre-juges-au-kurdistan-syrien_a_23324075/ ; Boggio Philippe, « Dans le secret des opérations homo », *slate.fr*, 29/03/2015, <https://www.slate.fr/story/99473/operations-homo>[↑]

34 Mercier-Vega Louis in « « La Chevauchée anonyme ». Ni l'un ni l'autre camp (1939-1941) », *gimenologues.org*, 22/09/2006, <http://gimenologues.org/spip.php?article201>[↑]